

Anti-inflation—Loi

100 seulement aux États-Unis. Au cours des quatre dernières années, les règlements salariaux ont été la moitié moindres aux États-Unis qu'au Canada. On a donc de sérieux raisons de se demander si l'action du gouvernement a vraiment fait quelque chose pour endiguer l'inflation au Canada.

Monsieur l'Orateur, c'est notre parti qui a été le seul à voter contre le gouvernement, au passage en troisième lecture des bills C-73 et C-89, et je suis heureux qu'il ait pu profiter de la procédure prévoyant le débat de cette motion. La situation inflationniste actuelle ne cesse de se dégrader. L'indice des prix à la consommation augmente plus rapidement à présent qu'à Noël et les autres indices des prix montrent que les contrôles n'arrivent plus à contenir l'inflation. M. Turner, ancien ministre des Finances, avait annoncé l'entrée en vigueur d'un programme d'austérité dès juin 1975. Pourtant, le budget principal des dépenses publiques a progressé de 28 p. 100. Depuis lors, la masse monétaire s'est accrue de 16 p. 100 d'après certaines sources tandis que d'autres enregistrent une hausse de 31 p. 100; ce sont M1 et M2. Le programme de lutte contre l'inflation est devenu inopérant et le gouvernement fédéral n'a pas restreint ses dépenses.

• (2150)

Si les gouvernements fédéral et provinciaux contrôlent la masse monétaire de façon raisonnable, la progression des dépenses publiques sera atténuée par la lenteur de la reprise économique, ce qui devrait freiner les revendications salariales et la hausse des prix et, partant, diminuer les risques d'une nouvelle poussée inflationniste par les prix et par les salaires. La reprise des affaires et des investissements est indispensable et pour y arriver, il faut adopter une politique fiscale adéquate. Il est incontestable que les décisions des hommes d'affaires sont influencées par les interventions de la Commission de lutte contre l'inflation.

En tant que membre d'une profession libérale, j'ai eu moi-même à rendre des comptes à la Commission de lutte contre l'inflation et je puis vous garantir que les formules à remplir sont très complexes, même pour répondre aux exigences minimales. Elles sont si compliquées que je ne pourrais même pas commencer à le faire. Il en coûte \$1,000 pour respecter les exigences de la catégorie dite protégée. On a fixé un plafond de \$2,400 pour les membres des professions libérales et ceux qui travaillent à leur propre compte, plafond qui peut être dépassé si la productivité est accrue, autre chose très difficile à prouver et qui irrite les personnes laborieuses qui se trouvent restreintes à un taux d'augmentation de beaucoup moins élevé. Ce plafond crée beaucoup de mécontentement chez les travailleurs.

Mon collègue, le député de York-Simcoe (M. Stevens) a fait des suggestions sur la façon dont notre parti pourrait mettre en place un programme sensé de décontrôle et ces suggestions, à mon avis, sont meilleures que ce que propose le Livre vert. Le premier ministre a parlé de la nécessité pour le salariat et le patronat de se rencontrer et d'en venir à des décisions qui bloqueront l'inflation et résoudront le problème des prix. Mais ce processus de consultation devrait englober beaucoup plus que les grands syndicats et les grandes entreprises. Il devrait inclure les consommateurs, les producteurs, les gouvernements provinciaux et les conseils municipaux. Je ne m'attarderai pas à ces suggestions; j'estime qu'elles ont une certaine valeur et pourraient fort bien être incorporées à des mesures gouverne-

mentales. Mais monsieur l'Orateur, tout cela est voué à la disparition si les gouvernements n'apportent pas des changements beaucoup plus fondamentaux qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici.

Quelqu'un a dit que depuis Alexandre le Grand les guerres ont toujours créé l'inflation. Ce qu'elles ont en commun, c'est qu'elles suscitent l'intervention massive du gouvernement dans l'économie. Jusqu'à ces dernières années, l'inflation a sévi dans les pays occidentaux chaque fois qu'ils étaient en guerre, ce qui obligeait les États à affecter à l'économie des centaines de milliers de soldats et ceux qui travaillaient dans les fabriques de munitions, que ce soient des armes à feu ou des épées.

Depuis quelques années, toutefois, un phénomène nouveau a émergé dans les démocraties occidentales: le transfert en masse des fonds aux organismes gouvernementaux pour financer nos nombreux programmes à vocation sociale. Ces programmes sont sans nul doute très acceptables et contribuent pour beaucoup à améliorer des conditions de vie fort pénibles, mais, poussés à l'extrême, ils semblent aussi être un facteur actif favorisant la hausse du taux d'inflation. Depuis une dizaine d'années, on a injecté beaucoup plus d'argent dans des programmes sociaux à mesure qu'ils prenaient de l'expansion. On peut dire sans crainte qu'au départ, on ne pensait pas que bon nombre de ces programmes allaient coûter aussi cher. L'adoption des régimes de pension de vieillesse et de pensions du Canada, accompagnées de la hausse rapide de l'inflation, a fait douter de la valeur de l'épargne, en ce qui concerne du moins les obligations, les placements en fiducie et les autres modes usuels d'épargne.

Le gouvernement a présenté tout récemment à la Chambre une mesure visant à imposer l'épargne placée dans les compagnies d'assurance. Bien que cet impôt ne soit pas forcément rétroactif, cela montre bien comment le gouvernement peut s'immiscer dans les projet à long terme des individus et faire disparaître une grande partie des économies qu'ils pensaient faire fructifier. D'un point de vue strictement moral, cela se justifie probablement, mais cela rend moins sûre l'épargne à long terme. Les gens se rendent compte qu'ils ne peuvent pas faire de projets longtemps à l'avance. S'ils le font, il y a de fortes chances pour que le gouvernement modifie les règles du jeu et ils risquent d'être durement pénalisés. Le taux d'inflation augmente le caractère aléatoire de l'épargne et fait de nous des consommateurs invétérés. On aime mieux faire un voyage à l'étranger que de faire des économies qui risquent de se déprécier. C'est probablement une des raisons pour lesquelles notre balance commerciale est si déficitaire dans le domaine du tourisme. C'est pourquoi il faut calculer soigneusement le pourcentage du PNB que prélève le gouvernement. Car il est certain que s'il prend un trop grosse part, la productivité baissera, car l'ouvrier travaillera de moins en moins.

Les chiffres récents indiquent que la part du PNB allant au gouvernement se serait stabilisée. Ce serait une fort bonne chose. Je pense que l'une des armes les plus importantes pour lutter contre l'inflation est d'empêcher les gouvernements de prendre une plus grande partie du PNB. Sinon, nous serons en difficulté.

Il y a un grand nombre de causes évidentes de l'inflation, mais la plus importante est la politique et les pratiques du gouvernement, soit par ses dépenses directes, par ses emprunts